

THINK TANK WATCHER – Mai 2008

Enjeux de la présidence française de l'Union européenne : Energie et changement climatique.

ENJEUX DE LA PRESIDENCE FRANÇAISE DE L'UE : ENERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

La présidence française du Conseil de l'Union européenne sera l'occasion d'avancer sur le difficile dossier de l'énergie. La volonté d'une politique commune dans ce domaine est partagée par l'ensemble des Etats-membres : Bâtir l'Europe de l'énergie est une nécessité pour répondre au triple défi du changement climatique, de la compétitivité et de la sécurité d'approvisionnement. Plus délicate reste la question de sa déclinaison en mesures concrètes et objectifs nationaux contraignants. Tel est l'enjeu des discussions que la France devra mener à compter du 1^{er} juillet 2008.

Les Think Tanks français sont nombreux à s'intéresser aux questions énergétiques. De l'analyse du contexte international aux recommandations politiques, leurs récentes activités ont été focalisées sur cette thématique dans la perspective de porter une vision française crédible de l'action à entreprendre au niveau européen. Ils souhaitent saisir l'opportunité qui leur est offerte à l'occasion de la présidence française pour faire avancer leurs idées, notamment sur la question du nucléaire, objet perpétuel de divergences avec les autres Etats-membres.

Plus généralement, leurs réflexions se sont portées sur les implications de la lutte contre le changement climatique, la réalisation du marché intérieur de l'électricité et du gaz, la définition du mix énergétique européen et la préparation d'un accord post-Kyoto. Il semble que les Think Tanks partagent tous la même conviction : il est aujourd'hui nécessaire de clarifier les positions de l'UE en matière d'énergie et de protection de l'environnement. La présidence française devra donc lever le voile d'incertitude qui plane sur la crédibilité et la cohérence d'une cette action politique afin de rassurer les acteurs économiques, citoyens et entreprises, et d'envoyer un message exemplaire au reste du monde.

Le nucléaire : Une énergie d'avenir ?

Selon **Confrontations Europe**, l'énergie est bien au cœur de l'année communautaire 2008. Le Think Tank de Philippe Herzog, qui dispose d'un groupe de travail dédié à cette thématique, souhaite que la présidence française insiste sur trois éléments centraux du dossier : Faire avancer le processus d'unification du réseau électrique européen, instrument essentiel de la solidarité sur le continent ; Mener la réflexion sur le développement d'une politique énergétique extérieure commune ; Faire valoir le rôle du nucléaire, une solution permettant de répondre au triple objectif de durabilité, de compétitivité et de sécurité d'approvisionnement, fixé par la Commission dans le Livre vert.

Parmi ces préoccupations, le nucléaire occupe donc une place prépondérante. Lors d'un colloque organisé les 27 et 28 mars dernier, **Confrontations Europe** a clairement posé la question : « *Alors qu'il est de compétence nationale, le nucléaire ne doit-il pas devenir un atout communautaire si nous*

THINK TANK WATCHER – Mai 2008

Enjeux de la présidence française de l'Union européenne : Energie et changement climatique.

voulons bâtir une politique énergétique européenne dans une perspective de développement durable ?» Les différents intervenants, du monde politique, de la recherche et des affaires, ont tous invité l'Union européenne à reconnaître le nucléaire dans son mix énergétique. Le développement de l'industrie nucléaire européenne est nécessaire pour réduire la dépendance énergétique de l'Europe et créer un marché à prix compétitifs. En outre, il a été souligné que les mesures en faveur de la protection de l'environnement ne devront pas décourager l'investissement dans la filière. L'Europe doit s'appuyer sur les compétences qu'elle a acquises, tant dans les énergies renouvelables que dans le nucléaire.

Cette idée du nucléaire constituant « un atout de développement durable » est partagée par la **Fondation Concorde** pour qui les progrès technologiques réalisés dans ce domaine, notamment au niveau de la sécurité des centrales et du recyclage des déchets, devraient faire taire les dernières critiques tenues à l'encontre de cette source d'énergie. Le rapport¹ publié en mars 2008 par la Fondation rappelle qu'« *à l'heure des quotas en matière d'émissions de dioxyde de carbone (CO2), l'atome est devenu une solution performante et propre.* » Il souligne au passage les limites des sources d'énergie alternatives (éoliennes, énergie solaire, biomasse,...) et invite la France à conserver son rôle-pilote international dans cette industrie en investissant davantage dans la formation et en encourageant les PME/PMI du nucléaire.

Toujours à ce sujet, Laure Delcour, directrice de recherche à l'**IRIS**, nous rappelle dans le dernier numéro de La Revue Internationale et Stratégique² publié par l'Institut, que les positions européennes, se sont peu à peu transformées et permettent d'envisager un débat ouvert à l'occasion de la présidence française de l'Union. En janvier 2008, le gouvernement britannique a annoncé la reprise de ces programmes nucléaires afin de rééquilibrer le mix énergétique du pays. Quelques jours auparavant, le Ministre allemand de l'Economie, Michael Glos, déclarait dans la presse que la conjoncture pétrolière actuelle nécessitait une révision de la position gouvernementale sur la sortie du nucléaire. Selon Laure Delcour, « *tout l'enjeu pour la France, dont les options énergétiques semblent très tranchées aux yeux des autres membres de l'UE, sera de donner une dynamique à ces échanges sans pour autant paraître exporter ses propres choix énergétiques.* »

Compétitivité et contraintes environnementales.

L'**IFRI**, qui accorde également une place importante aux questions européennes, organise depuis le mois d'octobre des séminaires traitant des principaux dossiers qui seront à l'ordre du jour de la présidence française. Dans ce cadre, l'Institut souhaite lancer « un débat public sur l'état de l'Union européenne, les objectifs qu'elle poursuit et les réformes qu'elle devrait entreprendre. » A l'occasion

¹ Le nucléaire du futur : Un atout de développement durable, Fondation Concorde, Mars 2008.

² L'énergie, enjeux clé pour la Présidence française de l'UE, La Revue internationale et stratégique n°69, Printemps 2008.

THINK TANK WATCHER – Mai 2008

Enjeux de la présidence française de l'Union européenne : Energie et changement climatique.

du 6^{ème} séminaire, le Think Tank s'est intéressé aux conséquences que les mesures prises pour lutter contre le réchauffement climatique pouvaient avoir sur l'activité économique des entreprises. Si globalement les intervenants se sont félicités des avancements effectués par l'UE au regard des engagements pris en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, il a été rappelé que ces choix ne devaient pas créer un handicap pour l'industrie européenne. L'Europe de l'énergie doit conduire à une amélioration de la compétitivité des entreprises et non peser sur leur rentabilité. Les États-membres devront se mettre d'accord sur une politique extérieure commune, notamment au sujet de la « taxe carbone », pour éviter que les acteurs économiques européens ne souffrent d'une concurrence originaire de pays où les normes environnementales sont inexistantes ou peu contraignantes. La présidence française, dont l'une des lignes directrices est la « protection », devra organiser les débats sur ce point pour parvenir à un accord.

Cette idée d'« Europe protection » n'est pas sans rappeler les positions de l'**Institut Montaigne** pour qui « la Commission ne doit pas assimiler à des manifestations de protectionnisme tous les projets de stratégie industrielle. La création de champions européens dans le domaine de l'énergie doit non seulement être envisagée, mais favorisée.³ » Toujours selon l'Institut, des mécanismes de sauvegarde, empêchant la prise de contrôle de ces entreprises par des groupes non-européens pourraient aussi s'avérer nécessaires.

La préparation d'un accord post-Kyoto.

Le consensus européen devra surtout être une force et un gage de crédibilité dans la recherche d'un accord international post-Kyoto sur le climat. Stephen Boucher remarque, dans le dernier *Policy Paper*⁴ publié par **Notre Europe**, que la campagne présidentielle américaine permet d'envisager sous un angle nouveau et optimiste la mise en place de ces négociations. Les trois candidats toujours en lice ont tous annoncé des mesures sérieuses pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'année 2009 pourrait dès lors marquer un changement radical de l'attitude des États-Unis dans ce domaine. Reste à l'UE de ne pas manquer, à cette occasion, l'opportunité de bâtir un consensus transatlantique sur cette question. Le Secrétaire général de **Notre Europe** invite les responsables politiques européens à anticiper cette échéance en clarifiant les objectifs communautaires en la matière et en montrant l'exemple à suivre : « L'Europe devrait d'ores et déjà regarder au-delà de l'administration Bush et commencer à se tourner vers d'autres leaders politiques alternatifs. [...] Si l'Europe adopte une législation claire, cela pourrait stimuler les efforts de ceux qui, aux États-Unis, poursuivent des objectifs similaires. [...] La meilleure option qui s'offre à elle aujourd'hui est de se préparer à unir ses forces à celles de la prochaine administration américaine, en fixant d'ambitieux

³ Quelle politique de l'énergie pour l'Union européenne ?, Institut Montaigne, Mars 2007.

⁴ Clinton, McCain, Obama : Une « nouvelle donne » pour le climat ?, Notre Europe, Avril 2008.

THINK TANK WATCHER – Mai 2008

Enjeux de la présidence française de l'Union européenne : Energie et changement climatique.

objectifs de réduction des émissions et en encourageant la coopération avec les pays en développement. »

Elément majeur de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, le débat sur l'énergie sera l'occasion d'apprécier à sa juste valeur le pouvoir d'influence de la France et de ses Think Tanks auprès des institutions européennes. Les travaux de longue haleine entrepris depuis plusieurs mois pour tenter de rassembler autour d'un projet français pour l'Europe porteront-ils leurs fruits ? Les Think Tanks n'auront, dans tous les cas, pas taris d'efforts à cet égard.